

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'An Deux Mille Seize le 20 Septembre à 20 heures 30, le Conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en Mairie, en séance ordinaire, sous la Présidence de Monsieur François AUBERTIN, Maire.

Étaient également présents : J. Daniel, F. Ballester, AM. Goujon, D. Guillaume, P. Cormier, M. Foidart, F. Téroute, F. Hervé, A. Buzaré, JJ. Marteil, L. Monnerie, G. Thiery, P. Guilbaudeau, L. Médica D. Capart, D. Renouf, Z. Dano, MC Couf, MM. Prévost, AM Garangé, MF Guillemot, P. Le Dro, C. Pecchia, R. Hénault M. Le Teuff, M. David, PY Le Grogneq, V. Robin-Cornaud Conseillers municipaux

Absents excusés

C. Jourdain qui a donné procuration à M. Foidart

S. Caroff « « à AM. Goujon

L. Detrez « « à M. David

J. Grévès

Secrétaire : M. Foidart

Date de la convocation : 14 Septembre 2016

Date de l'affichage : 14 Septembre 2016

Nombre de conseillers en exercice : 33

Nombre de présents : 29

Nombre de votants : 32

2016_96 : Engagement dans le dispositif de Service Civique et demande d'agrément

Rapporteur : J. Daniel

Contexte et cadre juridique

Le dispositif du Service Civique Volontaire, créé par la loi du 10 mars 2010 et le décret n°2010-485 du 12 Mai 2010, a pour objectif d'offrir à des jeunes volontaires de 16 à 25 ans l'opportunité de s'engager pour une période de 6 à 12 mois auprès d'un organisme à but non lucratif (association) ou une personne morale de droit public (collectivités territoriales, établissement public ou services de l'Etat) pour accomplir une mission d'intérêt général dans un des neuf domaines ciblés par le dispositif : solidarité, santé, éducation pour tous, culture et loisirs, sport, environnement, mémoire et citoyenneté, développement international et action humanitaire, intervention d'urgence.

Il s'inscrit dans le code du service national et non pas dans le code du travail.

Un agrément est délivré à la structure d'accueil pour 2 ans au vu de la nature des missions qu'elle propose et de sa capacité à assurer l'accompagnement et la prise en charge des volontaires.

Le service civique donne lieu à une indemnité versée directement par l'Etat au volontaire, ainsi qu'à son organisme d'accueil pour la prise en charge des coûts afférents à la protection sociale du jeune.

Les frais d'alimentation ou de transport sont couverts par des prestations en nature (accès subventionné à un établissement de restauration collective), par le versement d'une indemnité complémentaire de 105,961 euros (1) par mois (valeur au 1er décembre 2015).

¹ Montant prévu par l'article R121-5 du code du service national (7.43% de l'indice brut 244)

Un tuteur doit être désigné au sein de la structure d'accueil. Il sera chargé de l'animation et d'accompagner le volontaire dans la réalisation de ses missions.

Envoyé en préfecture le 22/09/2016

Reçu en préfecture le 22/09/2016

Attestation

ID : 056-215600784-20160920-201696-DE

Opportunité

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda 21 local, la Ville de Guidel souhaite :

- solliciter l'agrément officiel de structure d'accueil de personnes en service civique ;
- recruter dans ce cadre, 2 personnes volontaires pour s'engager dans ce dispositif :
 - l'une pour une « mission » essentiellement consacrée au tri des déchets, à la diminution de leur production, la promotion du recyclage, etc... « Un ambassadeur du tri ».
 - la seconde pour un travail sur la biodiversité et, si possible, la préparation d'un second guide sur les chemins de randonnée, etc...

A mettre en place le dispositif d'accompagnement et de suivi de ces jeunes dans le cadre de leurs missions (désignation d'un tuteur, etc...).

Il est donc demandé au conseil municipal :

- D'autoriser M. Le Maire, ou l'Adjoint ayant reçu délégation, à introduire un dossier de demande d'agrément au titre de l'engagement de Service Civique auprès des services de l'État ;
- De donner accord de principe à l'accueil de jeunes en service civique volontaire, en général, et, en particulier, à l'accueil de deux jeunes en service civique volontaire, dans le domaine de l'environnement, avec démarrage dès que possible après agrément de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale ;
- D'autoriser M. le Maire, ou l'Adjoint ayant reçu délégation, à signer tout acte, convention et contrat afférent au dispositif Service Civique tel que défini par la loi du 10 mars 2010 et ses décrets d'application.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la Commission des Finances, du Personnel communal et des Affaires économiques du 06 Septembre 2016

AUTORISE M. Le Maire, ou l'Adjoint ayant reçu délégation, à introduire un dossier de demande d'agrément au titre de l'engagement de Service Civique auprès des services de l'État ;

DONNE son accord de principe à l'accueil de jeunes en service civique volontaire, en général, et, en particulier, à l'accueil de deux jeunes en service civique volontaire, dans le domaine de l'environnement, avec démarrage dès que possible après agrément de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale ;

AUTORISE M. le Maire, ou l'Adjoint ayant reçu délégation, à signer tout acte, convention et contrat afférent au dispositif Service Civique tel que défini par la loi du 10 mars 2010 et ses décrets d'application.

Adopté à l'unanimité.

POUR EXTRAIT CONFORME,
GUIDEL, le 21 Septembre 2016
Le Maire,
François AUBERTIN

